

Avis sur le projet de compression des effectifs du Réseau France 3

Le rapport d'expertise met en lumière une situation complexe au sein du Réseau France 3, où la gestion des effectifs oscille entre une stabilité apparente en termes d'ETP budgétés et une érosion réelle des capacités de travail sur le terrain. Cette double lecture révèle des tensions profondes entre les objectifs budgétaires, la transformation numérique et la perte de sens.

Les élus constatent :

1) Une contradiction entre stabilité budgétaire et érosion réelle des effectifs

- Le rapport souligne que, malgré une stabilité des effectifs budgétés dans certaines régions, le bilan réel montre une baisse significative des ETP disponibles, notamment chez les PTA et les journalistes.
- Cette divergence est en grande partie due à la réduction du recours aux non-permanents (CDD, intermittents) ainsi qu'à la transformation de CDD en CDI sans création nette de postes.
- Le sous-dimensionnement de nos effectifs au regard de nos missions génère une perte de souplesse organisationnelle, fragilisant la capacité à absorber les pics d'activité, les absences et à maintenir la qualité éditoriale.

2) Impact négatif sur les conditions de travail et la santé des salariés

- Les élus du CSE et les instances de proximité témoignent d'une dégradation des conditions de travail : intensification de l'activité, allongement des amplitudes horaires, gestion difficile des plannings, absentéisme en hausse et montée des risques psychosociaux (RPS).
- Le rapport fait état de situations de burn-out, de bore-out, et d'une souffrance au travail liée à la polyvalence imposée, au manque de reconnaissance et à un management perçu comme rigide et peu communicant. Les situations de Bore-out sont particulièrement mal vécues par les salariés qui estiment que ce sont les choix d'organisation de la direction (incarnés notamment par Tempo, par l'externalisation de la fabrication et par l'appauvrissement de l'éditorial réduit aux seuls JT, eux même impactés par la réduction des moyens) qui génèrent ce phénomène... phénomène ayant pour conséquences le déclin des ETP des métiers et particulièrement des métiers techniques.
- L'inspection du travail et la CARSAT ont alerté dans certaines antennes sur la nécessité d'une action plus ambitieuse pour prévenir ces risques, ce qui semble insuffisamment pris en compte par la direction.

3) Transformation numérique : opportunité ou facteur de tension ?

- La montée en puissance du numérique est présentée comme un levier stratégique, avec des créations ou transformations de postes vers des fonctions numériques.

- Cependant, cette transition est souvent vécue comme une contrainte, notamment par de nombreux techniciens expérimentés et les journalistes, qui subissent une montée en charge sans formation suffisante ni reconnaissance adaptée.
- Le numérique est aussi un facteur de redéploiement des effectifs, parfois au détriment des métiers traditionnels, contribuant à un sentiment de déclassement et de perte de compétences.

Par ailleurs, le rapport met en exergue un déficit de dialogue social efficace, avec une gestion opaque des ETP, un manque de transparence sur les choix de non-remplacement et une communication principalement descendante.

Les élus dénoncent ici une stratégie de compression silencieuse, avec une pression accrue sur les collectifs et une difficulté à faire remonter les problématiques.

La gestion des absences longues, des remplacements est insuffisante et les futurs nombreux départs à la retraite, aggravent la charge pour les salariés restants.

Pour finir, la réduction des effectifs techniques et éditoriaux, la mise en place de JT communs et la diminution de la création locale affectent la qualité des contenus et le sens du travail lui-même.

Le recours accru aux formats courts et numériques, sans moyens humains adaptés, risque de standardiser les programmes et de réduire la richesse éditoriale.

Cette évolution soulève des questions sur la capacité de France 3 à tenir sa promesse de média de proximité exigeant.

Au vu des constats, il apparaît indispensable de :

- Mettre en place une gestion transparente et concertée des effectifs, avec une visibilité claire sur les trajectoires d'emploi et les non-remplacements.
- Renforcer le dialogue social en associant pleinement les représentants du personnel aux décisions stratégiques.
- Prioriser la prévention primaire des risques psychosociaux dont l'analyse de la charge de travail qui est aujourd'hui négligée en agissant sur les causes organisationnelles.
- Accompagner la transformation numérique par des formations adaptées, une reconnaissance des compétences et un étalement dans le temps des évolutions métiers.
- Garantir la qualité éditoriale en maintenant des moyens suffisants pour les productions locales et inverser la tendance à la standardisation des contenus en développant la créativité et l'autonomie éditoriale au niveau local.

Le projet de compression des effectifs du Réseau France 3, tel que présenté, soulève de fortes inquiétudes quant à la soutenabilité du travail, la santé des salariés et la qualité du service public régional. Une réévaluation profonde des choix organisationnels, budgétaires et humains est nécessaire pour éviter une dégradation irréversible du Réseau et préserver ses missions fondamentales.

Adopté à l'unanimité des 21 élus présents CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.